

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 DECEMBRE 2012

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 15

Pouvoir : 0

L'an deux mille douze et le dix huit décembre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, WEISS Elisabeth, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, EGENSCHWILLER Sabine, BLANC Aymeric-Numa, BESSONE Eric, BUISINE Serge. HILY Guy, PELLERIN Annick, DOTTA Stéphane, LACREUSE Brigitte.

Absents et excusés :

LAMBERT CONSTANT Eliane,

MATI Chantal,

GIROUD Patrick,

FILERI Grégory.

Ouverture de la séance à 18h30.

Désignation du secrétaire de séance : Mme Sylvie LEBORGNE

Lecture du compte rendu : Adopté sans observations.

Lecture des décisions : application de l'article 35 II suite aux intempéries du 26/10/2012

Monsieur le Maire retire le point 2.

1. <u>MISE EN PLACE DE LA VENTE AUX ENCHERES ELECTRONIQUES SUR LE SITE DE COURTAGE EN LIGNE AGORASTORE.FR</u>
--

Considérant les procédures d'adjudication infructueuses réalisées en application des délibérations précitées,

Considérant qu'il est de la compétence de l'Assemblée délibérante de décider des modalités de la vente,

La plateforme de courtage aux enchères par Internet (www.agorastore.fr) est un outil dynamique qui permet aux collectivités de mettre en vente, tout au long de l'année, des produits réformés.

Un tarif sous la forme d'un commissionnement est appliqué uniquement sur les ventes uniquement réalisées par la personne publique via la solution Agorastore. Le taux applicable est de 8% hors taxes sur le prix total fixé au terme de la période d'enchère de chaque produit vendu.

Un montant forfaitaire de 450 € hors taxes est facturé par le prestataire au client à la signature du contrat.

En conséquence, Monsieur le Maire propose d'effectuer la vente aux enchères de biens réformés à travers le site de courtage en ligne AgoraStore.fr.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : de la vente de biens municipaux à travers le site de courtage en ligne AgoraStore.fr

ARTICLE SECOND : de conclure ainsi le contrat d'hébergement d'assistance et de maintenance avec le prestataire AGORA STORE et d'autoriser Monsieur le maire à signer le dit contrat,

ARTICLE TROISIEME : de charger Monsieur le Maire en vertu de la délibération en date du 15 juin 2010 (portant délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal), de décider et de réaliser l'ensemble des formalités nécessaires pour l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros notamment sous la forme d'enchères électroniques.

Adopté à l'unanimité

<p><u>2. FIXATION D'UNE REDUCTION APPLICABLE AUX ASSUJETTIS N'EXERCANT LEUR ACTIVITE PROFESSIONNELLE QU'A TEMPS PARTIEL OU PENDANT MOINS DE NEUF MOIS DE L'ANNEE</u></p>

Monsieur Garcia Premier Adjoint délégué aux Finances , aux Sports et à la Jeunesse expose que les dispositions de l'article 1647 D du Code Général des impôts permet au Conseil municipal de fixer une réduction du montant de la base servant à l'établissement de la cotisation minimum pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année.

Il précise que le pourcentage de réduction ne doit pas excéder 50%.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : de fixer une réduction du montant de la base servant à l'établissement de la cotisation minimum pour les assujettis n'exerçant leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année,

ARTICLE SECOND : de fixer le pourcentage de cette réduction à 25 % pour les assujettis qui n'exercent leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année et dont le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes est inférieur à 100 000 €,

ARTICLE TROISIEME : de fixer le pourcentage de cette réduction à 25 % pour les assujettis qui n'exercent leur activité professionnelle qu'à temps partiel ou pendant moins de neuf mois de l'année et dont le montant hors taxe du chiffre d'affaires ou des recettes est supérieur ou égal à 100000€,

ARTICLE QUATRIEME : de charger Monsieur le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Adopté à la majorité des voix

(Pour une réduction de 30% : Monsieur Guy HILY et Madame Lacreuse Brigitte).

3. INSTAURATION DE LA PARTICIPATION EMPLOYEUR A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE PREVOYANCE (CONTRAT DE LABELLISATION)

Monsieur Le Maire expose au Conseil municipal que conformément au décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011, les collectivités territoriales et établissements ont la possibilité de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, pour le risque santé comme pour le risque prévoyance.

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : de participer au titre de l'année 2013 à la protection sociale complémentaire des agents de la collectivité pour le risque prévoyance, pour un montant de 10 € net mensuel.

ARTICLE SECOND : D'opérer le choix de mettre en œuvre au titre de l'année 2013 la procédure de la labellisation, laissant ainsi le soin à chaque agent de déterminer l'organisme souscripteur étant précisé que la participation ne pourra être versée qu'à la condition d'une souscription auprès d'un organisme labellisé.

Adopté à l'unanimité

4. CREATION D'UN POSTE D'AGENT DE MAITRISE

Considérant qu'un agent de la Commune peut prétendre à cette nomination,

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'**Agent de Maîtrise** à compter du 1^{er} février 2013, à temps complet.

ARTICLE SECOND : que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} février 2013** :

- Filière	- technique
- Cadre d'emploi	- Agent de Maîtrise
- Grade	- Agent de Maîtrise
- ancien effectif	- 1
- nouvel effectif	- 2

Adopté à l'unanimité

5. CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL DE 1ERE CLASSE

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, DECIDE

ARTICLE PREMIER : La création d'un poste d'Adjoint Technique de 1ère classe à compter du 1^{er} Février 2013, à temps complet.

ARTICLE SECOND : que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1^{er} Février 2013** :

- Filière	- technique
- Cadre d'emploi	- adjoint technique
- Grade	- adjoint technique de 1 ^{ère} classe
- ancien effectif	- 4
- nouvel effectif	- 5

Adopté à l'unanimité

6. DECISIONS MODIFICATIVES

BUDGET PRINCIPAL

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 023 : Virement section investissement		70 800,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.		70 800,00 €
D 21538 : Autres réseaux		23 800,00 €
TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section		23 800,00 €
D 2128-2010N02 : ENTREES VILLAGE/PARKING/SIGNALLET		4 000,00 €
D 2132 : Immeubles de rapport		3 100,00 €
D 2151-2012N01 / INNONDATIONS 2011		15 000,00 €
D 2151 6 2012N06 : TRAVAUX SUITE INNONDATIONS 26/10		41 000,00 €
D 2152 : Installations de voirie		4 100,00 €
D 2182 : Matériel de transport		5 000,00 €
D 2183 : Matériel de bureau et info.		5 500,00 €
TOTAL D 21 : Immobilisation corporelles		77 700,00 €
D 2313-2009N14 : AGRANDISSEMENT ECOLE (3 CLASSES)		69 300,00 €
D2313-2009N14 : CREATION LOCAUX ST	75 000,00 €	
TOTAL D23 : immobilisation en cours	75 000,00 €	69 300,00 €
R 722 : Virement de la section de fonct.		70 800,00 €
R 021 : Virement de la section de fonct.		70 800,00 €
R722 : Immobilisation corporelles		23 800,00 €

TOTAL R 042 : Opérations d'ordre entre section	23 800,00 €
R 1342 : Amendes de police	25 000,00 €
TOTAL R 13 : Subventions d'investissement	25 000,00 €
R 7381 : Taxe add. Droits de mutation	47 000,00 €
TOTAL R 73 : Impôts et taxes	47 000,00 €

BUDGET ANNEXE DE L'EAU

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 60631 : Fournitures d'entretien	12 750.00 €	
D 6066 : Carburants	450.00 €	
D 615 : Entretien et réparations	1 000.00 €	
D 61523 : Entretien réseau d'eau	1 600.00 €	
D 61551 : Matériel roulant	370.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	16 170.00 €	
D 6218 : Autres personnels extérieurs		3 150.00 €
D 6410 : Rémunération du personnel		13 900.00 €
D 6450 : Charges de sécurité sociale et..		7 300.00 €
D 647 : Autres charges sociales		185.00 €
TOTAL D 012 : Charg. pers. et frais assimilés		24 535.00 €
D 023 : Virement à la sect° d'investis.	5 000.00 €	
TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.	5 000.00 €	
D 1641 : Emprunts en euro		1 250.00 €
TOTAL D 16 : Emprunts et dettes assimilées		1 250.00 €
D 2156 : Matériel spécifique d'exploit.	6 250.00 €	
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles	6 250.00 €	
D 658 : Charges diverses de gestion co..	920.00 €	
TOTAL D 65 : Autres charges gestion courante	920.00 €	
D 66111 : Intérêts réglés à l'échéance		755.00 €
TOTAL D 66 : Charges financières		755.00 €
D 673 : Titres annulés (sur ex. ant.)	3 200.00 €	
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	3 200.00 €	
R 021 : Virement section exploitation	5 000.00 €	
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.	5 000.00 €	

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 61523 : Entretien réseaux	100,00 €	
TOTAL D011 : Charges à caractère général	100,00 €	
D 6541 : Créances admises en non-valeur		100,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges gestion courante		100,00 €

Adopté à l'unanimité

7. PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX SEJOURS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DU VAR.

Monsieur Garcia Adjoint aux Finances, aux Sports et à la Jeunesse rappelle au Conseil Municipal que la Communauté de Communes Cœur du Var organise pendant les vacances scolaires des accueils de loisirs et séjours.

Par délibération du 27/11/2012, le Conseil communautaire de la Communauté de Communes Cœur du Var a établi la participation des familles à hauteur de 1% de leur quotient familial pour les accueils de loisirs uniquement, supprimant ainsi les participations communales pour les activités.

Au 01.01.2013, une nouvelle tarification des activités jeunesse entrera ainsi en vigueur.

Cependant les séjours n'étant pas soumis à cette nouvelle tarification et leur coût étant beaucoup plus élevé, il est donc proposer de ne maintenir, à partir du 01.01.2013, qu'une aide pour les séjours en la portant de 4 € à 7 €.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de transférer une partie des aides communales des accueils de loisirs sans hébergement sur celles des séjours. Il est proposé de passer de 4 € / Jour à l'heure actuelle à 7 € /Jour, comme suit :

SEJOURS

Participation de la commune	Conditions
7 € par jour	25 jours par an pendant les petites vacances scolaires
	ET 30 jours par an pendant les grandes vacances scolaires d'été

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accorder une aide financière sous forme de participation versée à la Communauté de Communes Cœur du Var selon les modalités définies ci-dessus à compter du 1^{er} janvier 2013.

ARTICLE SECOND : D'inscrire au budget de chaque exercice les crédits nécessaires au règlement de ces participations.

ARTICLE TROISIEME : Cette délibération annule et remplace la précédente.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES :

Par Monsieur le Maire

- Lecture de la lettre du Président du Conseil général informant des contraintes budgétaires du CG83 et impossibilité du maintien des aides.
- Vœux du Maire : 18/01/2012 18h30.
- Détermination après débat du nom de la micro-crèche du Thoronet, la plaque sera dévoilée avant les vœux du Maire à 18h.
- Lecture du compte rendu de la Journée des Maires organisée par le Conseil régional.
- Lecture du courrier adressé à la Halte-garderie les Cannetons informant de la dénonciation du contrat qui lie la Commune du Thoronet à l'association de par la création de la micro-crèche.
- Lecture du courrier d'une administrée souhaitant pour des raisons personnelles poursuivre l'accueil de son enfant à la Halte garderie les Cannetons.
- Après débat, confirmation du choix de résiliation de la convention avec la Halte Garderie les Cannetons dès le 1^{er} janvier 2013 et refus de participation financière au bénéfice de cette structure à cette date, pour les familles aujourd'hui accueillies, considérant qu'il a été fait droit aux demandes de ces dernières s'agissant des plannings.
- Acceptation des CESU pour le paiement des participations familiales à la crèche.
- Lecture de confirmation du refus d'ouverture d'une pharmacie au Thoronet malgré le dossier présenté auprès de Mme la Députée Josette PONS.
- Lecture du mot distribué par le corps enseignant à tous les enfants s'agissant du budget alloué par la Mairie pour les sorties. Les données sont fausses, il sera demandé un erratum au Directeur de l'Ecole à distribuer dans les mêmes formes.

Par Guy HILY

- Compte rendu du PADD du Scot Cœur du Var

Par Mme Leborgne

- Les courses cyclistes « Le Tour du Haut Var, Le Paris-Nice et le Tour de France 2013 » circuleront sur le territoire de la Commune.

- Après Débat, choix de ne pas réaliser de publicité dans Var Matin car la publicité en 2012 n'a pas eu les retombées escomptées.
- La wii-fi est souhaitée à l'office de tourisme et fera l'objet d'une étude.

Par Eric Garcia

- Bilan de l'étude de la Commission pour la location d'un site en vue d'accueillir la salle des fêtes.
- Il est présenté l'autofinancement et les montants liés à la crèche et à l'annuité de l'emprunt pour l'école.
- Choix du conseil municipal de réaliser la location tout en respectant les impératifs budgétaires.

Fin de la séance à 21h25.

La secrétaire de séance

Mme LEBORGNE Sylvie